

# [MÀJ] LA PREUVE DU DOUBLE-JEU DE LA FRANCE EN LIBYE

LE 31 AOÛT 2011 OLIVIER TESQUET

L'entreprise française Amesys, spécialisée en systèmes de surveillance électronique, est accusée d'avoir équipé la dictature libyenne. Une photo trouvée dans un QG de Kadhafi renforce les accusations.

**Mise à jour du 1er septembre:** Christian Paul, député PS de la Nièvre, a fait parvenir à OWNI la question écrite qu'il a adressée à l'Assemblée nationale sur le sujet. Il demande notamment au gouvernement d'éclaircir les conditions de la vente de technologies de surveillance à la Libye, et le rôle éventuel des services du renseignement militaire dans la formation de cet encombrant client.

Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player.**



amesys

Un tout petit logo (ci-contre), une tâche quasi-invisible en haut à gauche

d'une affiche (ci-dessous) placardée dans **le centre de commandement** de l'unité électronique de Mouammar Kadhafi, à Tripoli. Ce logo, c'est en réalité celui de l'entreprise française Amesys, fournisseur de matériel de surveillance très sensible à la dictature libyenne entre 2007 et 2009 – **OWNI vous en parlait dès le mois de juin**. Ce cliché nous a été gracieusement fourni par le *Wall Street Journal*, après la publication d'une **enquête aux conclusions sévères**, dans l'édition du 30 août du quotidien financier.



## L'oeil des services spéciaux

Dans un secteur où la discrétion figure au cahier des charges, la photo embarrassante pourrait forcer la société à sortir du silence dans lequel elle s'est murée. En effet, les instructions dispensées à l'attention des effectifs présents sur place ne sont pas rédigées en arabe, mais en anglais, donc à l'attention d'un personnel étranger. Margaret Coker, la

journaliste qui a mené l'enquête sur place, précise que "l'intégralité des classeurs qu'elle a pu consulter étaient écrits en arabe, eux".



***Help keep our classified business secret. Don't discuss classified information out of the HQ.***

***(Aidez-nous à garder nos affaires classifiées secrètes. Ne discutez pas d'informations classifiées en dehors du QG)***



Il y a quelques semaines, **Médiapart dévoilait** qu'i2e – une filiale d'Amesys, aux ramifications importantes – appuyée par Claude Guéant et l'intermédiaire libanais Ziad Takkiedine, aurait vendu au régime libyen un système de protection des télécommunications, **Cryptowall**, afin d'échapper aux "grandes oreilles" d'Echelon, le système américain d'interception des télécommunications.

Or, d'ordinaire, les "services" ne donnent ce genre d'approbation – surtout lorsqu'il s'agit d'un pays aussi sensible que la Libye – qu'en échange de certaines faveurs avec le pays client, comme par exemple partager les informations obtenues à l'aide des systèmes d'interception des télécommunications, ou encore en installant des portes dérobées dans les systèmes de chiffrement et de protection des mails...



## Qui a donné le feu vert à Amesys?

Le site *Reflets.info*, qui s'intéresse depuis plusieurs semaines aux systèmes de *Deep Packet Inspection* (DPI, une technologie qui permet d'intercepter massivement des échanges électroniques, ndlr), pose de son côté **une excellente question**: les produits vendus par Amesys nécessitent-ils une autorisation gouvernementale? En d'autres termes, doivent-ils passer devant une commission CIEEMG, préalable indispensable à l'exportation de matériel de guerre? C'est ce que laissait entendre Philippe Vannier, le patron de Bull, dans une présentation de 2009 dénichée par Reflets:



***En France, avant de faire une offre, il faut obtenir des autorisations d'une commission interministérielle, ce qui dure souvent deux à trois mois. Les concurrents étrangers nous prennent de vitesse en faisant d'abord l'offre, puis en demandant l'autorisation.***

Contacté par OWNI, le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) confirmait la nécessité d'une autorisation CIEEMG pour les produits de guerre électronique, tout en affirmant ne rien savoir de cette affaire. De là à imaginer que Claude Guéant, alors secrétaire général de l'Élysée, était habilité à mener seul des négociations pour vendre ces matériels sensibles à des régimes dictatoriaux...

D'Aix-en-Provence (son siège) à Issy-les-Moulineaux (celui de Bull), Amesys est injoignable. Sur son site web, devenu inaccessible, **des changements ont été opérés** à la date du 31 août, quelques heures après la publication de l'article du *Wall Street Journal*.



## Points de croissance

Face à cet embrouillamini éthique, l'État devra probablement adopter une position tranchée. Au début du mois d'août, le Fonds stratégique d'investissement (FSI) **a pris 5% de participation** dans Amesys, preuve que l'État français croit au potentiel économique d'une telle entreprise. Et quelques mois plus tôt, Qosmos, autre leader du secteur (900% de croissance en trois ans), était mis en avant dans le **rapport McKinsey** sur l'économie numérique, abondamment cité par Nicolas Sarkozy et ses ministres. Il faut dire que **le secteur recrute...**

Dernier problème de taille: alors que les observateurs **relèvent le succès** de la collaboration entre les services de renseignement français, britanniques et américains pour faire chuter Kadhafi, comment Washington va-t-il réagir en apprenant que c'est Paris qui a permis au dictateur libyen de narguer la NSA et la CIA? Décidément, le *Deep Packet Inspection* n'a pas fini de creuser.

**SOUMETTRE DES FICHIERS À OWNI** SUBMIT FILES TO OWNI

OWNI vous offre la possibilité de lui envoyer *sous anonymat* des messages et fichiers.  
OWNI enables you to submit *anonymously* files and messages.

Si votre message nécessite une réponse, veuillez à nous laisser une adresse email valide (mais anonyme). Voir aussi « Gorge profonde: le mode d'emploi » et « Petit manuel de contre-espionnage informatique ».

**SOUMETTRE DES FICHIERS**   
SUBMIT FILES

Merci à Jean Marc Manach pour ses éclairages. Pour nous contacter, de façon anonyme et sécurisée, en toute confidentialité, n'hésitez pas à utiliser le formulaire de [privacybox.de](http://privacybox.de) : @owni, et/ou @manhack et/ou @oliviertesquet. Si votre message nécessite une réponse, veuillez à nous laisser une adresse email valide (mais anonyme).

Voir aussi « **Gorge profonde: le mode d'emploi** » et « **Petit manuel de contre-espionnage informatique** ».

Crédits photo: *Wall Street Journal*, Flickr CC **bencarr**, **somenametoforget**

### SPOINT

le 31 août 2011 - 21:11 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

une simple recherche sur web archives donne des informations sur amesys tres interessantes :)

<http://web.archive.org/web/20110721195903/http://www.amesys.fr/>



VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### TESSERACK

le 1 septembre 2011 - 11:30 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Le site d'Amesys est accessible en HTTPS : <https://www.amesys.fr/>

;) )

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### WILNOCK

le 1 septembre 2011 - 18:33 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Avec cette question au gouvernement, il va etre difficile d'y repondre sans que cela n'implique un minimum de reaction?*

*Si la reponse est Oui, le gouvernement savais (donc signature du premier ministre pour autoriser la transaction), cela veut dire que la republique irreprochable est fortement entache.*

*Si la reponse est Non, c'est alors sur le groupe Bull que tout va retomber et on imagine mal un patron du Cac40 se faire casser du sucre sur le dos.*

*Surtout dans ce cas ou meme les medias etranger s'interesse au sujet*

*malheureusement, je doute que la reponse a cette question n'arrive tout de suite, tout au plus en mai-juin prochain? Y'a t-il un delai minimum garantie pour repondre?*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### PAUL

le 1 septembre 2011 - 23:57 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Article brillant.*

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### KOZ

le 2 septembre 2011 - 17:59 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Mais quel double jeu ? La France suit des jeux successifs. Très cohérents.*

*Quand elle était pote avec Kadhafi, elle lui fournissait de l'aide. Quand elle a jugé que ce n'était plus le moment, elle a cessé.*

*Je n'approuve pas pour autant, comme je l'ai écrit ailleurs.*

*En revanche, ne soyons pas non plus naïfs avec les Etats-Unis. Eux aussi avaient entamé un rapprochement significatif avec Kadhafi. Nous ne savons pas les services qu'ils lui ont rendu et les contrats qu'ils ont passés.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### HARALD

le 8 septembre 2011 - 18:14 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Il a réouvert le site avec ces explications :*

*<http://amesys.fr/>*

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

Amesys/Bull: un parfum d'affaire d'État | BUG BROTHER le 2 septembre 2011 - 16:52

*[...] Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), dont elle dépend, a confirmé à OWNI la nécessité d'une autorisation pour les produits de guerre électronique, tout en [...]*

Écoutes en Libye : Défense de communiquer | CentPapiers le 3 septembre 2011 - 6:03

*[...] de contrôler toutes les communications qu'elles entrent ou sortent du pays“, une information confirmée, mardi dernier, par le Wall Street Journal et par cette vidéo de la BBC, qui ont pu visiter l'un [...]*

Listening in on Libya: communication strictly prohibited. » OWNI.eu, News, Augmented le 16 septembre 2011 - 19:24

*[...] all communication entering and leaving its country” to Libyan authorities. This has been confirmed by the Wall Street Journal and by this BBC video which shows a telecommunications interception [...]*

Amesys, DPI & co. « (w)Here is my mind? le 18 septembre 2011 - 19:44

*[...] <http://owni.fr/2011/08/31/amesys-amnesie-dpi-libye-kadhafi-surveillance/> [...]*

#FrenchRevolution #Corruption Le droit français tordu pour Kadhafi : #FrenchRevolution le 4 octobre 2011 - 13:02

*[...] de cette transaction, et près d'un mois après que Mediapart et le Wall Street Journal l'ont confirmée, documents à l'appui, on n'en sait pas davantage sur les raisons pour lesquelles Amesys se [...]*

La France se rapproche de la chine.. | call-151.fr le 7 octobre 2011 - 17:13

*[...] proposée par Amesys (ex i2e) pour la surveillance des populations. Un bel article sur OWNI résume bien la situation : ça pue. # This entry was posted in inclassables, opérateurs, [...]*

Doing Business With Gaddafi: Making Millions and Risking Lives » OWNI.eu, News, Augmented le 13 octobre 2011 - 18:58

*[...] existing legal frameworks. Three months after OWNI first broke the story, and a month after it was confirmed by both Mediapart and the Wall Street Journal, we still do not know the reasons why Amesys felt [...]*

Exclusive: How Gaddafi Spied on the Fathers of the New Libya » OWNI.eu, News, Augmented le 1 décembre 2011 - 13:57

*[...] history, search history) had been sold to Gaddafi, something the Wall Street Journal and the BBC confirmed this summer. Now we can assess the [...]*

Le Deep Packet Inspection (DPI) en Lybie, en Syrie, au Maroc, ... En France ?! | le 7 juin 2012 - 20:39

*[...] les yeux doux à la famille Khadafi » par Reflets.info 11 – » La preuve du double-jeu de la France en Libye » par OWNI.fr 11-2 – » Amesys : le gouvernement*

(schizophrène) [...]